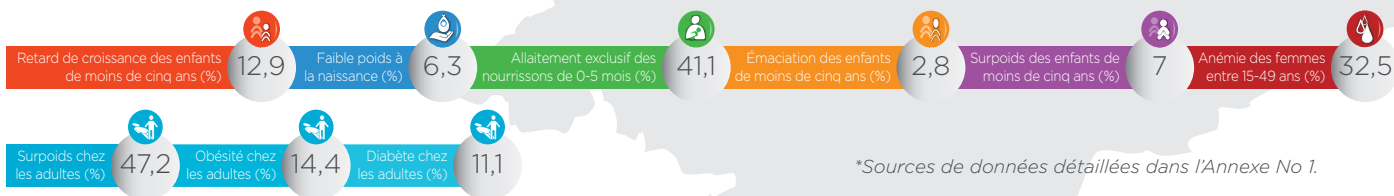




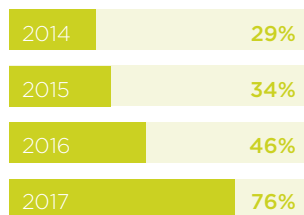
Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 5,87 millions

Kirghizstan



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

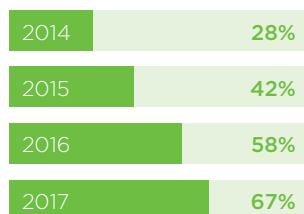
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multisectorielle nationale dispose de cinq réseaux autonomes en place, dont les dirigeants ont été nommés en 2015 - 2016. Créé en 2016, le réseau des parlementaires, manifeste l'engagement politique pour le renforcement de la nutrition au Kirghizstan. Le 20 juin 2016, la plateforme multisectorielle a été officialisée au moyen d'un mémorandum d'entente signé par les réseaux. Un Groupe d'experts ou Secrétariat (au sein du Ministère de l'agriculture, de

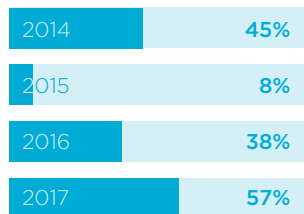
l'industrie alimentaire et de la valorisation) servant de mécanisme de coordination pour la sécurité alimentaire et la nutrition, est en phase finale de conception. Le site Internet de la plateforme multisectorielle a été créé dans le but de faciliter les échanges d'informations sur les activités SUN. Il vient en complément des groupes de travail et des consultations régulières de la plateforme multisectorielle, ainsi que des autres réunions liées à la nutrition.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Une analyse des stratégies, politiques et programmes liés à la nutrition et à la sécurité alimentaire est en cours de réalisation. La version préliminaire de la Stratégie 2017 - 2020 pour la plateforme multisectorielle et du plan d'action qui l'accompagne est en cours de finalisation. La nutrition et la sécurité alimentaire ont été intégrées au Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement 2018 - 2022, tandis qu'une

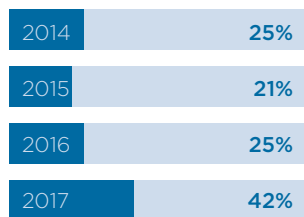
proposition de loi visant à garantir une alimentation saine a été adoptée par le Parlement, en janvier 2017, puis signée par le Président Atambaev, le 25 février 2017. Ces avancées ont conduit à l'élargissement du mandat du Conseil sur la sécurité alimentaire dont l'intitulé s'est également allongé, puisqu'il se nomme désormais le Conseil sur la sécurité alimentaire et la nutrition.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Programme de sécurité alimentaire et de nutrition 2015 - 2017, détaillé et chiffré, sert de cadre commun de résultats du Kirghizstan. Après une consultation en ligne sur ce Programme, des conclusions et recommandations ont été présentées lors d'un forum sur la sécurité alimentaire et la nutrition qui s'est tenu le 6 décembre 2016. Ces re-

commandations insistent sur une meilleure efficacité dans la mise en œuvre et un engagement accru des parties prenantes dans la prochaine phase du Programme (2018 - 2022). Un système de suivi et d'évaluation visant à recueillir systématiquement tous les indicateurs spécifiques à la nutrition est en cours d'élaboration.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le déficit de financement du Programme de sécurité alimentaire et de nutrition à hauteur de 44,7 % demeure. Le pays ne possède pas de stratégie souple de mobilisation des ressources à long terme, mais divers mécanismes viables financièrement pour les interventions de nutrition sont cependant mis au point, par exemple, sur les besoins des

enfants en vitamines, minéraux et autres micronutriments en poudre, ainsi que sur les besoins des femmes enceintes de supplémentation en fer. Bien que l'État rende compte des dépenses publiques et que les donateurs exercent un suivi de leurs allocations, il n'existe aucune obligation financière pour chaque groupe de parties prenantes.



PRIORITÉS 2017-2018

- Coordonner et optimiser les actions des parties prenantes en lien avec le cadre commun de résultats ;
- Veiller à ce que la nutrition soit considérée comme une priorité nationale pour atteindre les Objectifs de développement durable ;
- Analyser les allocations budgétaires pour la nutrition et veiller à la transparence ;
- Faire participer activement les dirigeants, afin de poursuivre l'expansion de la plateforme multisectorielle ;
- Redoubler d'efforts pour garantir que la plateforme multisectorielle soit pleinement opérationnelle.